Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

219 | Juillet-Septembre 2002

Littoraux des tropiques

Développement contre Environnement sous les Tropiques : l'exemple du littoral de la région de Kribi (Cameroun)

Martin Kuété et Théophile Assongmo

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/1003>

DOI : 10.4000/com.1003

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2002

Pagination : 279-306

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Martin Kuété et Théophile Assongmo, « Développement contre Environnement sous les Tropiques : l'exemple du littoral de la région de Kribi (Cameroun) », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 219 | Juillet-Septembre 2002, mis en ligne le 23 septembre 2010, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/1003> ; DOI : 10.4000/com.1003

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Tous droits réservés

Développement contre Environnement sous les Tropiques : l'exemple du littoral de la région de Kribi (Cameroun)

Martin Kuété et Théophile Assongmo

- 1 L'entretien et la durabilité de notre environnement sont aujourd'hui des enjeux majeurs. Un coup d'œil sur les programmes des Institutions internationales, régionales ou étatiques, un bref examen du discours des élus montrent à quel point la question est préoccupante. Les Sommets de Rio (1992), puis de Tokyo (1997), succédant à la Conférence de Stockholm (1972) -qui a posé le problème de l'environnement- et à la Conférence de l'UNESCO (1978) -qui a ajouté à ses préoccupations environnementales celles du développement-, témoignent de l'intérêt que l'Organisation des Nations Unies (ONU) accorde à la question. Les mêmes préoccupations se retrouvent à l'échelle des sous-ensembles planétaires et des pays.
- 2 Au Cameroun, le Plan National de Gestion de l'Environnement (*Loi n°96/12 du 5 août 1996*), est un véritable programme en vue d'un développement durable. Il stipule que *“désormais, l'environnement doit être une préoccupation du peuple camerounais dans sa globalité à travers une approche participative”*. Pourtant si, dans tous les documents et manuels traitant du thème, on lit qu'il y a *“une prise de conscience, à tous les niveaux de la nécessité de sauvegarder l'environnement”*, les actes quotidiens semblent contredire cette affirmation et font douter de la parfaite affirmation de ce concept.
- 3 N'y a-t-il pas, d'ailleurs, plus préoccupant que le “développement durable” ? Ce concept est-il compris par tous de la même manière ? Tout développement ne s'inscrit-il pas dans un temps plus ou moins long ? Le développement durable prôné par le sommet de Rio n'est sûrement pas indéfini, car il y a des forces que l'homme subit, dont précisément celles de la nature. Le déterminant “durable” accolé au mot “développement” paraît ne pas apporter grand chose à ce que l'on savait déjà. Mais la notion de développement durable fait-elle l'unanimité au niveau le plus élevé ? Si oui, pourquoi ? Les pays du Sud donnent la priorité à la notion de développement, c'est-à-dire à la mobilisation de leurs

ressources naturelles dans une finalité de croissance, alors que les pays du Nord considèrent plutôt la gestion rationnelle de leur environnement comme un préalable à la recherche d'un développement respectueux de l'avenir. Le sommet de Rio, en jetant un pont entre les notions de développement et de durabilité avec le concept de "développement durable" a-t-il pour autant contribué à trancher le dilemme, ou n'a-t-il fait en réalité que brouiller les pistes par une formulation ambiguë ? Et le Sud est-il bien prêt, dans le meilleur des cas, à gérer de façon responsable ses ressources naturelles afin de les ménager dans la perspective des générations futures ? Ainsi, sur la base de l'expérience camerounaise (mais nous restons persuadé que l'extrapolation à d'autres espaces en développement est possible), nous sommes tentés de poser comme hypothèses de travail :

- que plus que jamais, la contradiction entre la volonté de survie des uns et la souci d'accumulation des autres rend artificiel le débat entre croissance économique et préservation de l'environnement tel qu'il a pu être engagé à Rio ;
- que les grandes décisions et concepts élaborés dans des instances nationales et internationales, en l'absence d'un effort préalable visant à combattre les maux et écueils susceptibles de faire obstacle à leur application, n'engagent en fait le plus souvent que leurs auteurs ;
- qu'enfin, sous les Tropiques, développement et environnement ne riment pas ensemble mais s'excluent plutôt en se combattant.

Notre champ de recherche se développe sur une partie du littoral camerounais, la région de Kribi, où les potentialités de développement, essentiellement touristiques, et les opportunités d'investissement suscitent bien des convoitises et mettent en œuvre une gamme d'acteurs venus de tous les horizons sociaux dont le dynamisme anarchique finit par mettre globalement en danger un milieu réputé fragile. Si l'on admet en postulat qu'il faut réfléchir avant d'agir et comprendre afin de mieux gérer, on s'apercevra assez vite que les gestionnaires de l'environnement régional ne sont sans doute pas les mieux préparés à concevoir un aménagement sans risques.

- 4 Il s'agira donc pour nous d'apprécier ici les acteurs en présence, leur connaissance de l'environnement et le parti qu'ils en tirent dans leurs efforts d'aménagement ; de comprendre les logiques qui sous-tendent leurs comportements passés et actuels et les effets sociaux et politiques de leur action ; et de montrer comment les logiques entrepreneuriales et environnementales peuvent finalement parvenir à s'opposer. Il s'agira aussi pour nous de saisir à ce propos les modifications de l'hydrodynamique marine et l'évolution du trait de côte qui en résulte, c'est-à-dire les risques auxquels expose l'aménagement sauvage d'une étroite bande littorale correspondant ici à la terrasse dunkerquienne de 2 à 3 m, reconnue sensible, et d'ailleurs interdite à la construction par les plans d'aménagement locaux.

Tourisme, explosion urbaine et enjeux fonciers sur le littoral kribien

- 5 La côte à Kribi est, sans doute, celle qui, au Cameroun, a le plus d'avenir qu'il s'agisse d'aménagement touristique ou industriel. Ses plages de sable, bien que fréquemment encombrées d'écueils rocheux, ne manquent pas d'attraits surtout si elles sont comparées aux fonds vaseux des bouches du Wouri et aux sables noirs des rivages du mont Cameroun. A une vocation touristique certaine, ce littoral ajoute encore la proximité de

gisements off-shore et du terminal du pipe-line Tchad-Cameroun qui sont récemment venus réveiller l'intérêt pour ces marges nationales. De plus, la construction d'une route littorale asphaltée a puissamment contribué à exciter l'avidité des investisseurs.

Désenclavement récent et poussée du tourisme

- 6 Chef-lieu du département de l'Océan, mais ville portuaire de second ordre, Kribi n'a guère aidé jusqu'ici au désenclavement de la région qui n'a longtemps communiqué avec le reste du pays que par la piste médiocre reliant la ville à Edéa (fig.1). Depuis cet itinéraire a été bitumé et Kribi dispose maintenant d'une liaison terrestre de qualité avec Ebolowa, Balmayo et au-delà Yaoundé, ou Eséka. Ceci explique qu'elle ne fut pendant longtemps qu'une ville modeste, au rayonnement purement local, malgré d'intéressants atouts tels que la beauté de ses paysages et sa position en front de mer (alors que Douala est une ville d'estuaire) que seul son isolement relatif l'avait empêché de valoriser. Les équipements et les infrastructures du tourisme sont de ce fait restés longtemps dérisoires.
- 7 Depuis les années 1980, quelques réalisations ont contribué à créer autour de la ville un environnement plus favorable, né du désenclavement de la région, mais aussi des investissements agro-industriels consentis par la SOCOPALM (Société Camerounaise des Palmeraies) ou l'HEVECAM (Société des Hévéas du Cameroun), l'exploitation forestière ayant décliné avec la raréfaction des espèces les plus recherchées, et d'autres facteurs locaux d'animation ; la production commerciale du cacao ou l'activité portuaire paraissent moins porteurs.
- 8 Le bitumage de la route Edéa-Kribi, au début des années 1980, a eu ici un rôle déterminant dans l'essor urbain et touristique de la ville en la mettant désormais à deux heures de Douala et à moins de trois heures de Yaoundé.
- 9 La population de Kribi a ainsi pratiquement quadruplé entre les recensements de 1976 et 1987, passant de 10 500 à 40 076 habitants soit un taux d'accroissement de 7,38 %, bien supérieur à la moyenne nationale qui est de l'ordre de 3 %. On a de bonnes raisons de penser que ce rythme s'est maintenu ce qui porterait aujourd'hui la population de la ville à environ 80 000 personnes. Cette croissance exprime bien l'attrait croissant qu'elle peut exercer sur les vacanciers, les chercheurs d'emploi ou les promoteurs immobiliers attirés par sa promotion touristique.
- 10 L'afflux des vacanciers a contribué au développement de l'équipement hôtelier. En 1994, on y comptait déjà 24 hôtels et auberges soit un ensemble de 500 chambres et 850 lits. En 1999, le nombre des hôtels recensés était passé à 31 dont 17 classés parmi lesquels trois établissements dans la catégorie "3 étoiles" (la Résidence Jully, l'hôtel "les Polygones d'Alice", Framotel), offrant ensemble 378 chambres, tandis que le nombre des auberges ayant de 10 à 30 chambres atteint maintenant la vingtaine. En 2001 on comptait plus de 40 hôtels soit 1 267 chambres et 1 390 lits. On évaluait à l'époque l'emploi à un millier de personnes et la ville s'étendait déjà sur 8 km (fig.2).
- 11 Il est par contre difficile d'apprécier la fréquentation globale du littoral kribien car seuls les usagers de l'hôtellerie, 23 000 personnes en 2000, sont connus avec certitude. La figure 2, couvrant les années 1990, montrent certes un repli jusqu'en 1994 suivi d'un développement relativement rapide dans la seconde partie de la décennie. Ces statistiques ne permettent cependant pas de se faire une idée de tous les autres visiteurs, qu'il s'agisse de ceux qui viennent simplement passer ici la journée avant de regagner, le

soir, Douala, Yaoundé ou Edéa ou de ceux, également nombreux, qui séjournent dans la ville chez un ami, un frère ou une relation personnelle, profitant de l'hospitalité africaine.

- 12 Un développement aussi rapide a surtout eu, pour la ville, deux effets : l'afflux des investisseurs immobiliers y a trouvé un milieu porteur ; l'arrivée de nationaux (fonctionnaires civils et militaires, intellectuels, gros commerçants) soucieux d'étaler leur réussite sociale en se faisant édifier de belles villas qu'ils n'occupent en fait que le temps des vacances, quelques jours seulement par mois ou par an, mais toujours sur de grands terrains ouvrant sur le large. Depuis les années 1980, s'est donc déclenchée une course effrénée à l'appropriation du littoral qui devient ainsi un espace névralgique jalonné d'habitats luxueux et d'équipements de standing.

Les enjeux fonciers de l'occupation du front de mer

- 13 Dans cette course à l'appropriation, certains sites sont plus recherchés que d'autres. C'est le cas des promontoires et caps rocheux mais aussi de la basse terrasse, de 2-3 m, formée par les sables quaternaires. Mais ce front de mer étroit, trottoir discontinu ayant de 50 à 150 m de large, a un statut ambigu et est, pour cette raison, source de problèmes en ce qui concerne la gestion et la réglementation de son occupation. Elle appartient officiellement au domaine public national qui juxtapose en fait deux secteurs bien distincts : une bande de 50 m, à partir du trait de côte, formant l'emprise proprement maritime, cette zone étant considérée comme *non aedificandi*, et une autre bande de terre, de 100 m de large, susceptible d'aliénation avec l'accord du Ministère de l'Urbanisme, mais ne tolérant, selon les termes de la loi du 5 août 1996, que des équipements légers, aisément démontables. (fig. 3)
- 14 Constatant que ces terres protégées sont d'abord restées en marge de la mise en valeur, les populations locales (des Mabéya et Batanga surtout) estiment donc, logiquement, qu'ils en demeurent les légitimes propriétaires et entendent bien, dans ces conditions, en disposer à leur guise. Le contentieux opposant la Mission d'Aménagement et d'Equipe des Terrains Urbains et Ruraux (MAETUR), un organisme para-public relevant du Ministère de l'Urbanisme, et les populations locales, à la suite de l'acquisition par celle-ci d'un domaine foncier au sud de Kribi, témoigne bien de l'ambiguïté des rapports entre l'Etat, les opérateurs économiques et les autochtones que soutiennent dans leur revendication les élites locales bien placées pour saisir tous les enjeux du problème.
- 15 Le front de mer fait en effet l'objet de nombreux empiètements, tolérés ou cautionnés par l'Etat, la municipalité et les services locaux de l'urbanisme ; il est aussi souvent l'objet de cessions multiples s'agissant d'une même parcelle ou de parcelles se chevauchant. Ainsi, entre 1985 et 1995, dans une zone rurale à 7 km au nord de Kribi, entre Londji et Elabé, 15 attributions de lots ayant de 365 à plus de 3 000 m² (95 % des parcelles ont une taille moyenne de 1 500 m²), ont été effectuées sur le domaine maritime, auxquelles il faudrait ajouter les ventes réalisées par les autochtones. Aujourd'hui de part et d'autre de Kribi, de Londji, à 11 km au nord, à la Lobé à plus de 10 km au sud, toute la bordure maritime est déjà occupée par de grandes propriétés concédées aux dépens du domaine national ou achetées à des propriétaires locaux. L'occupation de l'espace continue à progresser au sud, vers Campo, imposant à la ville un étirement linéaire, entre la mer et les plantations d'*Elaeis guineensis* de la Société Camerounaise des Palmeraies (SOCAPALM). On imagine l'état futur de la zone littorale, surtout si l'on prend en compte les projets

d'un port pétrolier et d'un port de plaisance, avec dans le premier cas de graves risques de pollution des plages vu les effets de la dérive littorale.

- 16 Les prix des terrains urbains sont en hausse constante en raison de la forte demande et de la réduction progressive de l'espace à vendre, avec d'importantes variations du rivage vers l'intérieur. En bordure de mer, acheté à un particulier, un espace immatriculé vaut 12 000 F CFA le mètre carré, contre 4 500 en l'absence d'immatriculation, alors que le même mètre carré attribué par l'Etat aux dépens du domaine public, vaut indifféremment 1 500 F CFA le m². On imagine, à ce prix, les pressions qui peuvent venir s'exercer, "d'en-haut", sur les gestionnaires officiels des terres publiques.
- 17 L'occupation de la frange maritime s'est ainsi faite en plusieurs étapes. A l'origine les villages autochtones recherchaient les interfluves, à 9-10 m d'altitude au moins, à l'abri des mers houleuses. Puis les villages de pêcheurs nigériens et béninois, vivant exclusivement de la mer, ont choisi de s'installer sur la basse terrasse sableuse. La première poussée urbaine en direction de la mer, et les premiers hôtels et équipements de villégiature ont surplombé les falaises rocheuses mais ne dépassèrent pas le niveau 9-10 m lorsque celui-ci dominait un niveau 2-3 m. Même si, pour les investisseurs, celui-ci était perçu comme un prolongement naturel de leur propriété, ils n'osaient pas encore s'y établir. C'est seulement dans les années 1970 qu'on y vit les premiers empiètements immobiliers, -hôtels, abris de repos, bars-dancings ou restaurants-, recherchant le contact avec la mer apprécié des visiteurs comme en témoigne, à Bwambé, non loin des chutes de la Lobé, le complexe touristique de l'hôtel "Ilomba" comprenant écuries, bar, restaurant, parking et autres aires de jeu, à l'ombre des badaniers, des cocotiers et des palmiers à huile. Le désenclavement aidant, ces dernières années, le front de mer a vu se multiplier villas et hôtels cossus, s'élevant le plus souvent au plus près du trait de côte, à l'abri de remparts anti-érosifs dont l'efficacité reste d'ailleurs à prouver. Les promoteurs de ces installations touristiques ne sont pas de grosses compagnies nationales ou internationales qui développent plutôt de vastes ensembles, mais des particuliers ou au mieux de petites sociétés locales, aux fortunes diverses. Il en résulte une grande diversité dans les constructions : un caractère plus ou moins modeste, des styles variés et des dimensions des équipements variables du tourisme kribien.
- 18 Ainsi le domaine public maritime a fait l'objet d'une forte demande et la raréfaction avec le temps de l'espace à vendre excite la spéculation foncière. L'occupation anarchique de la bande littorale a, dans ces conditions, des impacts environnementaux et sociaux importants.

Cette occupation du littoral stimule l'agressivité de la mer

- 19 L'avenir des écosystèmes littoraux, la sauvegarde de la biodiversité et la préservation des paysages naturels ont à faire face à une convoitise et une pression urbaine fortes sur l'emprise marine d'une part, et à la capacité des investissements réalisés à résister à l'agression obstinée des eaux marines d'autre part.
- 20 La zone, objet des convoitises, est une bande de 100 m de large à partir de la ligne de rivage où se succèdent falaises rocheuses et côtes basses. On trouve les premières à la fois dans des quartzites, très faillés et prismés en colonnes verticales, et dans les roches migmatitiques. Mais en raison d'un relief accidenté, de risques d'éboulements et de sols sableux, elles ont été jusqu'à ce jour peu sollicitées et portent encore une forêt primaire ripicole. Les côtes basses se développent à 2-3 m d'altitude sur 50 à 100 m de large,

jalonnant d'anciennes stations du niveau marin au cours de la transgression flandrienne qui a accompagné le réchauffement quaternaire. Elles sont sableuses et colonisées par une forêt secondaire ou par des cocoteraies avec des rangées de badamiers en bordure de mer. De petits estuaires les échancrent, colonisés par une végétation de mangrove où se développe une faune malacologique importante -des peuplements d'huîtres notamment se fixent sur les racines échasses des palétuviers. On y trouve aussides *Panameus vanamei*, crevettes qui entrent dans diverses préparations culinaires locales appréciées par les autochtones et recherchées par les touristes. La côte kribienne montre donc une variété de paysages qui font son attrait notamment pendant les fortes chaleurs de l'été, de décembre à février.

- 21 Depuis le boom urbain et touristique, l'occupation humaine affecte toutes les parties du littoral. Elle s'accompagne d'activités induites comme des prélèvements de sable et de graviers de berges. Elle affecte du même coup les activités traditionnelles, spécialement la pêche côtière devenue localement indésirable. En effet, face à l'effort d'appropriation qui multiplie les clôtures, les petits pêcheurs doivent maintenant limiter leurs opérations à terre aux rares secteurs du littoral qui leur sont accessibles, ce qui a du même coup eu pour effet de créer, par surfréquentation, des risques d'érosion et d'insalubrité aggravés. De la même façon les petits estuaires à mangroves ont disparu et, en plusieurs endroits, la mer menace de couper la route, atteinte pendant les hautes mers. La plupart des équipements touristiques qui se disputaient l'emprise marine ont été ainsi tôt ou tard ou radicalement détruits, comme dans le cas de l'hôtel Ilomba, ou soumis à rude épreuve. Les arbres ont été déchaussés et renversés. D'énormes sommes d'argent doivent maintenant être investies pour lutter contre l'agression marine au cycle alternant construction-destruction-reconstruction. Une dégradation accélérée de la ligne de rivage et la perte des biens les plus exposés résultent de cette dynamique hydrique.
- 22 Kribi est ainsi un exemple des effets destructeurs de l'expansion urbaine au Cameroun caractérisés par la disparition du couvert végétal préexistant et la multiplication des clôtures morcelant irrémédiablement l'espace. En raison de la forte spéculation foncière, matérialiser la limite des lots de quelque façon que ce soit est l'un des moyens les plus sûrs pour limiter le risque de voir une même parcelle vendue à plusieurs acquéreurs. Mais les terrains privatisés vont jusqu'à la mer et certains propriétaires n'hésitent à annexer la portion de plage prolongeant leur domaine pour en interdire la fréquentation à "toute personne étrangère" surtout en période de vacances, quand ils occupent effectivement leur bien. La réduction de la zone de promenade au seul estran, en infraction avec la législation, est ainsi un facteur favorable à la déflation éolienne.
- 23 Alors qu'en France existe une législation qui impose la servitude du "sentier du douanier", une bande de trois mètres de large à partir de la limite du domaine public maritime, visant à faciliter la surveillance du littoral et la circulation des piétons, le Cameroun ne connaît rien de tel. Pourtant, l'article 34 du Plan National de gestion de l'environnement interdit de fermer l'accès aux plages pour empêcher les conflits entre propriétaires et usagers.
- 24 La dégradation rapide de la bande côtière par la destruction plus ou moins poussée de la végétation et la généralisation du béton nuisent aussi gravement à la valeur esthétique des paysages, tout autant que l'accumulation sur le rivage des arbres morts dessouchés par la mer ou des déchets divers rabattus vers la côte par le mouvement des vagues. Par ailleurs l'affaiblissement des boisements naturels ouvre aux vents marins une aire de diffusion plus large permettant ainsi à la salinité des embruns d'affecter plus

profondément l'arrière-pays. A Kribi, tout le monde est en fait persuadé, à tort ou à raison, que la mer avance vers l'intérieur des terres.

Des acteurs fonciers peu soucieux de l'environnement

- 25 Kribi est une de ces villes moyennes mal intégrées à leur environnement rural et littoral. La part de sa population vivant de l'agriculture est faible en raison, dit-on, de la pauvreté des sols, en général attribuée à l'effet du sel apporté par le vent du large. Les Kribiens se déclarent essentiellement pêcheurs mais leur relation avec la mer apparaît bien limitée par comparaison avec les populations d'immigrés sur lesquels repose en fait l'essentiel de l'exploitation de la mer. Dans ces conditions un bien foncier littoral se révèle un capital que l'on n'hésite pas à vendre en cas de nécessité.
- 26 La crise de l'Etat est par ailleurs manifeste à Kribi, comme partout au Cameroun. Au cours des années de forte croissance, celui-ci a démesurément gonflé l'effectif de ses agents. Mais dans les années difficiles qui ont suivi, les retards de paiement des salaires, puis les compressions imposées à ceux-ci par les politiques déflationnistes, ont amené cette pléthore de fonctionnaires de toutes catégories à imaginer, dans l'urgence parfois, des stratégies de survie tandis que les mieux nantis se lançaient dans une politique d'accumulation de richesses en profitant de la naïveté ou de la détresse des plus démunis. C'est dans ce contexte que "l'affairisme" a pris au Cameroun les proportions qu'on lui connaît. Est apparue toute une foule douteuse de prétendus hommes d'affaires, sans activités bien définies, ni adresses connues, agents publics ou démarcheurs de belle prestance, portant l'attaché-case lié à la fonction, les mêmes que l'on retrouve dans toutes les affaires nébuleuses qui émaillent, depuis la crise, la vie quotidienne du pays. Ces personnes, que nous qualifierons, faute de mieux, d'intermédiaires, sont à l'avant-garde du jeu foncier à Kribi.
- 27 Trois catégories d'acteurs y sont en effet à l'œuvre :
- 28 1- Du côté de l'offre foncière : les autochtones (Batanga, Mabéya, Yassa), petits pêcheurs artisans cabotant le long des côtes, ou travailleurs indépendants, exerçant une activité de subsistance génératrice de revenus modestes et souvent aléatoires, mais détenteurs coutumiers de la terre, leur unique patrimoine, refusent d'admettre que celle-ci puisse relever de l'autorité de l'Etat. Le Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (MINUH), gérant du domaine public, dispose du droit souverain d'attribuer des concessions de terre en zone littorale à ceux notamment qui, dans les bonnes grâces du Pouvoir, sont les mieux à même de les revendiquer.
- 29 2- Du côté des intermédiaires : on trouve deux grands types d'intervenants : des "démarcheurs" dont la fonction logique est de mettre en relation l'offre et la demande ; des fonctionnaires de tous grades, qui opèrent en général par prête-noms interposés.
- 30 Les premiers se recrutent parmi les sans-emploi, mais aussi, et surtout, parmi les agents des services municipaux, départementaux, provinciaux ou centraux. Ce sont en général des gagne-petit en charge de familles nombreuses, soucieux d'améliorer le niveau de leurs ressources. Leur rôle est de faciliter l'obtention de titres de propriété aux autochtones et de leur chercher des acquéreurs ou bien de repérer des terrains en vente, d'en négocier les prix et parfois de se substituer au vendeur. Dans ce cas ils réalisent un double bénéfice, en vendant d'abord le terrain plus cher que le prix demandé par le

propriétaire, et en touchant ensuite leur commission sur le prix d'achat en tant qu'intermédiaires.

- 31 Les seconds sont en fait certains hauts fonctionnaires de la ville, bien informés et maîtrisant la législation foncière. Ils prennent à leur solde les démarcheurs du type précédent qui négocient directement avec les autochtones et interviennent plutôt en “grands spéculateurs”, en “facilitateurs” auprès d'acheteurs éventuels. Ils achètent des terrains de préférence à vil prix et les revendent à prix d'or.
- 32 3- Les acheteurs : ce sont, à 95 %, des sociétés (éventuellement confessionnelles), des expatriés, des Camerounais et surtout des membres de l'élite locale. Pour fixer les idées disons que 60 % des achats sont le fait d'expatriés, 35 % de personnalités nationales (membres du Gouvernement, directeurs généraux de l'administration et des sociétés, grands hommes d'affaires, etc...) qui très souvent payent leur acquisition “cash” ou par quelque trafic d'influence . Les 5 % restant appartiennent à la bourgeoisie locale.
- 33 Ainsi les acteurs se recrutent-ils pratiquement à tous les niveaux de la pyramide sociale, ce qui amène à s'interroger sur bien des comportements individuels, puisqu'on peut être ainsi à la fois gardien de la loi et prédateur. De deux choses l'une, où l'on ne croit pas à ce que l'on dit et écrit, c'est-à-dire à l'impossibilité de promouvoir un développement durable, ou l'on veut tout ignorer et on n'est guère mieux qu'un bavard creux, ce qui semble être malheureusement le cas de la plupart de nos gestionnaires de l'environnement dont les connaissances sont assez fragmentaires.
- 34 Une série d'enquêtes menées dans les villes littorales auprès de personnes-ressources supposées, en faisant ici la part des administrateurs spécialistes de l'environnement et des responsables des services compétents tels que les délégués provinciaux et les membres de leurs équipes, nous ont ainsi permis de tirer quelques conclusions dans la mesure où ils ont bien voulu accepter de nous rencontrer et répondre à nos questions. À ce propos, les administrateurs nous ont à 75 % dans un premier temps éconduit, esquivant visiblement les entrevues demandées quand ils étaient informés qu'il s'agissait d'évoquer l'environnement. A force d'insistance, finalement, 60 % d'entre eux ont accepté de nous recevoir mais 4 % ont préféré nous confier à leurs adjoints ou nous ont conseillé de nous adresser plutôt au Délégué local à l'Environnement et aux Forêts. Un fort pourcentage de ceux qui ont accepté le dialogue a cependant avoué son incapacité à définir l'environnement, et encore moins la notion de développement durable. Globalement leur définition se bornait à l'énoncé de quelques pratiques telles que la destruction des forêts continentales, l'enlèvement des déchets, la gestion des eaux usées, etc.
- 35 A la question de savoir ce qu'est la mangrove, plus de 80 % ont été pris au piège, même certains administrateurs travaillant à Douala, une zone de grande extension de cet écosystème au Cameroun. La définition du concept de développement durable qui nous a été servie est généralement, en tous points, semblable à celle que véhicule la logique des acteurs du foncier. Elle se résume en fait à garantir pour chacun : un avenir prospère à sa descendance ; une recherche de pouvoir *lato sensu* ou de puissance ; une accumulation foncière, immobilière et financière ; un effort pour assurer l'éducation de ses enfants afin de leur permettre de trouver à s'employer au meilleur niveau de l'économie ou de l'Administration de l'Etat, etc.
- 36 La notion de développement durable exclut dans tous les cas la prise en compte de l'environnement et de ses composantes dans les activités de tous les jours. En un mot si le

concept d'environnement durable est bien compris des participants à la conférence de Rio et des scientifiques, il ne semble pas véhiculer le même message pour tous les autres et prête visiblement à confusion.

- 37 Délégués, chefs de service provinciaux et départementaux de l'Urbanisme , du Cadastre, des Domaines, du Tourisme, du Service de l'Environnement et des Forêts, de la Santé publique, des Mines et de l'Energie, des Services techniques des Mairies, etc., nous ont tous laissé des impressions variables selon leur degré d'instruction. On peut distinguer au moins trois types de comportements : ceux qui faute de temps ou par une simple dérobade nous ont renvoyé vers des techniciens plus ou moins formés sur le tas ; ceux qui, éludant nos questions, se sont bornés à nous réciter les textes régissant leurs attributions ; enfin ceux qui, à la Mairie de Douala ou de Kribi , nous ont reçu et, pendant des heures, ont montré, en termes généraux, une bonne connaissance des données du problème. Mais ce sont apparemment les moins nombreux. Et pourtant même à ce niveau de compétence, leurs connaissances sur l'environnement côtier étaient bien lacunaires.
- 38 Dans des textes nationaux très officiels, on relève d'ailleurs des emplois abusifs, des alliances de concepts et des restrictions qui, à la réflexion, trahissent une maîtrise imparfaite du concept de la part même du législateur. Ainsi, dans le Plan National de Gestion de l'Environnement, on parle de la "Commission de l'Environnement et du Développement Durable" et non pas de la "Commission du Développement Durable". Il y a en effet dans cette formulation une redondance puisque de toute évidence le second concept embrasse le premier à moins qu'il ne s'agisse d'une forme d'insistance, ce à quoi nous croyons peu. On peut encore lire dans ce texte : "Un Fonds National pour l'Environnement et le Développement Durable financera les différentes politiques environnementales" et non pas "financera le développement durable". Si donc les connaissances en matière d'environnement ou de développement durable de ceux-là mêmes qui ont en charge sa gestion quotidienne restent fragmentaires, voire limitées, que peut-on attendre du citoyen de base ? Comment peut-on gérer une institution, un projet, sans bien comprendre ce dont il s'agit ? Il n'est donc pas surprenant que l'environnement en général et celui du littoral, en particulier, soient dans ces conditions mis à rude épreuve.

Des logiques d'acteurs contradictoires face à la notion de développement durable

- 39 Dès l'origine, développement et environnement sont étroitement liés parce que c'est dans la recherche exacerbée du premier que le second est souvent mis à mal. Ce sont en effet les ratés dans le processus du développement qui placent l'environnement en position critique, rejaillissant ensuite sur le développement lui-même. C'est de la prise de conscience de cette spirale infernale qu'est ainsi né le concept de développement durable entre la réunion de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) en 1980 et la Conférence de Rio, en 1982, où il trouve enfin sa formulation dans un effort de conciliation entre les notions de Développement, chères au Sud, et d'Environnement, chères au Nord. On peut en effet lire dans le Principe 4 de la Déclaration de Rio : *"Pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considérée isolément... Le développement durable est donc celui qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations*

futures de répondre aux leurs”. La définition est on ne peut plus claire. Mais est-elle bien comprise par tous ?

- 40 La différence de perception en matière d'environnement observée entre le Nord et le Sud est de taille. Le premier a l'essentiel des richesses mondiales et peut se payer le luxe d'une certaine conservation pour ne pas parler de re- construction de son environnement. Il est développé mais sa logique actuelle en matière d'environnement est un aveu public de l'échec de ce développement qui n'a été possible que par une utilisation irrationnelle de ses ressources naturelles et, en partie, de celles des autres pays alors colonisés. Il est maintenant conscient de ce que sa survie, tout comme celle des pays du Sud dépend de la conservation de ce que celui-ci appelle son patrimoine, sur l'exploitation duquel il fonde justement son développement. A défaut il attend du Nord une contre-partie substantielle s'il veut en faire un patrimoine mondial.
- 41 La stratification des intérêts et des logiques se retrouve en fait à l'échelle de chaque pays, entre les acteurs sociaux. Là aussi l'inégale répartition des richesses nationales entretient des inégalités criantes entre les acteurs du développement et ceux de la sauvegarde de l'environnement. Deux types au moins de perceptions se dégagent nettement : celle de l'Etat en tant que personne morale, animé d'une réelle volonté d'adopter "l'Agenda 21" du sommet de Rio, mais d'une volonté qui se mue en simple déclaration d'intention dès que l'application s'en fait attendre pour cause de lenteurs administratives ; celle de ceux qui, bras séculier de l'Etat, doivent appliquer et faire appliquer la législation en vigueur mais chez qui existe, à des degrés divers, un instinct de cumul qui les pousse à différer souvent l'application laissant les démunis dans leur quête incertaine d'un bien-être insaisissable.

Aux origines lointaines de ces logiques de comportement

- 42 Pour bien comprendre les logiques qui sous-tendent la gestion des affaires de l'Etat en général et de l'environnement en particulier, il faut remonter un peu dans le temps pour saisir le processus d'évolution des mentalités à travers les options politiques successives du pays.
- 43 La politique de "développement auto-centré" conçue pour promouvoir l'épanouissement du Camerounais, a eu son revers : l'autopromotion à tout prix. Sous l'ancien régime ne prêtait-on pas au président Ahidjo cette boutade devant ses ministres : "*occupes-toi de toi, de ta famille, de ta région et du Cameroun*" ! Que l'anecdote soit vraie ou fausse, les responsables de tous niveaux avaient adopté cette façon d'envisager la chose publique et celle-ci n'avait pas tardé à se généraliser. Des expressions nouvelles telles que "*partager le gâteau*", "*postes juteux*", "*il y a à manger là-bas*", "*c'est le garage*", ont pris leur origine dans cette façon de voir les choses. La politique de "développement communautaire" a aussi contribué à façonner les mentalités et a été diversement interprétée et intégrée en fonction des intérêts. Globalement les deux options politiques ont développé l'égoïsme, une manière de repli sur soi, sur sa communauté d'origine quand elle peut être profitable.
- 44 L'ouverture démocratique du début des années 1990 a encore aidé à renforcer une pratique déjà ancrée dans les mœurs. Il est aujourd'hui par exemple bien établi que la prolifération des partis politiques était motivée par le souci des dirigeants de ne pas manquer le rendez-vous du grand partage, de prendre place à la table de "*la mangrove nationale*". Les alliances qui se sont nouées et se nouent encore au prix de compromis de

tous ordres laissent subodorer la même volonté de participer au partage du patrimoine national. La plupart de ces partis, dépourvus de moyens propres, ne comptent en effet que sur les prébendes et les fonctions administratives ou politiques, contre-partie des alliances et des compromis, qui leur sont confiées pour financer le parti, placer ses dirigeants, acheter et entretenir les militants. L'instabilité constatée au sein des équipes dirigeantes, les désistements tambour battant, les retournements de veste suivis d'une intense médiatisation, sont à la dimension des appétits et de l'impossibilité d'étancher la soif d'argent ou de pouvoir des uns et des autres.

Les logiques des acteurs fonciers ; inégalités sociales et profits à court terme

- 45 La gestion foncière du front de mer kribien est un véritable imbroglio dans lequel fortune et pauvreté se côtoient au détriment de l'Etat, "vache à traire", et de l'environnement. En fait il existe autant de logiques que d'acteurs, avec cependant un trait commun : la quête du profit. D'un côté, riches et nouveaux riches recherchent un cadre de vie de standing toujours plus élevé et se soucient d'accumuler richesses et espace vital de manière à en faire profiter leur progéniture. C'est leur façon très personnelle de concevoir le "développement durable". De l'autre, les pauvres, les autochtones en tout premier lieu, bradent leur patrimoine foncier, mais aussi les intermédiaires, agents de l'Etat sous-payés, les y poussent en jouant notamment du risque qu'ils pourraient courir de se voir un jour ou l'autre dépossédés de leur bien pour des raisons d'intérêt public. Il s'agit pour ceux-ci d'accroître ce faisant leurs moyens d'existence, mais les uns et les autres rêvent en fait disent-ils *"de vivre ainsi heureux quelques jours, d'assurer la scolarité de leurs enfants, et de pouvoir subvenir aux problèmes de santé de leurs familles"*. C'est aussi une façon de concevoir le "développement durable".
- 46 Ainsi, dans ce concert, chacun joue sa partition ce qui, en satisfaisant des besoins immédiats, accentue la gravité des problèmes environnementaux à Kribi. Mais alors qui est le responsable de la destruction de la nature environnante ? Le pauvre ? Le concept de "pauvreté et environnement" suit son bonhomme de chemin. Le riche ? Il a sa part de responsabilité mais le concept de "richesse et environnement" est à venir. On arguera certes qu'il faut bien que le pauvre vende pour que le riche achète. Pardi ! Mais s'il ne veut pas vendre, le riche ou le puissant saura le contraindre ou lui arracher son bien de force s'il en a un urgent besoin. Les exemples abondent. Il semble bien ainsi que la pression qui pèse sur l'environnement résulte des inégalités sociales, des inégalités entre les nations, entre le Nord et le Sud, bref des rapports de force qui opposent ces deux mondes. Les logiques des acteurs fonciers montrent bien que la population camerounaise est restée en deçà de la mouvance mondiale. Son combat se situe sur un autre plan : celui du développement c'est-à-dire de la croissance économique qui s'oppose à l'environnement alors qu'il devrait former avec lui un couple indivisible, uni dans le concept de développement durable. Mais aux latitudes tropicales, le couple visiblement se désaccorde et s'oppose.
- 47 Il découle de ce qui précède que l'inégalité criante de fortune des acteurs impliqués dans les transactions foncières à Kribi est finalement le plus grand ennemi de l'environnement, car c'est la recherche du profit immédiat pour la satisfaction des besoins domestiques quotidiens qui pousse les propriétaires à brader leur patrimoine, les intermédiaires à

s'activer pour convaincre les propriétaires de vendre et les nantis à investir dans l'achat de terres quelle que soit la zone concernée.

- 48 Kribi réunit en fait toutes les conditions pour être l'une des villes les plus chères du pays et pour voir la pauvreté s'y aggraver. Son approvisionnement en denrées alimentaires provient en effet de zones éloignées du pays (l'Ouest, Douala, Yaoundé). Or la demande y est d'autant plus forte qu'aux besoins de la population locale s'ajoutent les achats quotidiens de la clientèle des ouvriers de la SOCAPALM et d'HEVACAM. Ainsi les maigres ressources que les populations locales peuvent tirer de la pêche, de l'exercice de petits métiers ou de salaires acquis dans la fonction publique apparaissent-ils insuffisants face au pouvoir d'achat bien plus élevé des citoyens attirés par la réputation touristique des lieux. Dans ces conditions, la cherté croissante du coût de la vie pénalise les petits propriétaires et incite les intermédiaires à se faire plus pressants pour exploiter la situation tant qu'il reste des terres à vendre. On peut donc dans ces conditions, prévoir que les foyers de dégradation de l'environnement vont encore s'étendre si des mesures de protection énergiques ne sont pas prises.
- 49 Il est cependant difficile de dire ce que les élus locaux, les politiques et les administratifs peuvent tirer financièrement et matériellement de la spéculation foncière. Ce qui est sûr, c'est que leurs intérêts sont multiples et rendent difficile l'application stricte de la réglementation en vigueur. Mais quels que soient les bénéfices immédiats, que peuvent-ils valoir au regard des coûts différés de ce qu'on a sacrifié et de ce que les générations futures auront à assumer ?
- 50 Dans ce contexte, développement et protection de l'environnement s'excluent mutuellement. Or on sait que tout développement qui s'effectue aux dépens de l'environnement, ne peut être que précaire et par conséquent non "soutenable". Sadig Resheed écrivait ainsi, en 1995, à propos du "défi du développement durable en Afrique" : *"Aucune stratégie de croissance et de développement passant sous silence ces considérations d'ordre écologique ne pourrait à long terme réussir ou devenir durable"*. Il faut au contraire selon lui *"déployer des efforts délibérés et prendre des mesures hardies pour renverser les tendances socio-économiques actuelles et mettre (ainsi) le continent sur la voie d'un développement soutenu et écologiquement durable"*. La question est alors de savoir qui doit prendre l'initiative de ces mesures énergiques ?
- 51 Certainement, dira-t-on, l'appareil étatique, garant statutaire de la santé de l'environnement avec le concours de la nation tout entière suivant une démarche participative. Mais les textes, les discours et les colloques sur "l'environnement" se heurtent à bien des écueils et, au-delà, les égoïsmes fonctionnent à plein régime empêchant les réalisations concrètes et mettant en déroute le développement durable.

Un cadre réglementaire peu développé : le droit de l'environnement hors jeu

- 52 L'urbanisation de la frange littorale à Kribi fait donc fi de la préservation de la nature quand les élus locaux, les administratifs et les investisseurs privés tentent de doter les citoyens d'un cadre de vie décent. Au Cameroun en général, et sur le littoral en particulier, le respect de la santé de l'environnement souffre de carences nombreuses parmi lesquelles on comptera un défaut de connaissances théoriques, la faiblesse des outils de protection et l'insuffisance du cadre réglementaire.

Les outils de protection de l'environnement

- 53 Le concept de développement durable du littoral, n'est pas absent des préoccupations des responsables nationaux. Le Cameroun a même marqué une certaine avance en ce domaine. Au cours de la décennie 1980-1990, la Mission d'Etude et d'Aménagement du Littoral (MEAL) s'est donnée pour objet de proposer un plan de développement respectant l'environnement. Aujourd'hui existe une Mission d'Etude et d'Aménagement (du département) de l'Océan qui a relayé les missions du MEAL mais dans un cadre plus étroit. Un Ministère de l'Environnement et des Forêts a été aussi créé en mai 1994 et le Plan National de Gestion de l'Environnement et du Développement durable a prévu la mise en place d'un Comité Interministériel, actuellement opérationnel. Une lourde machine est donc en train de se mettre en place, preuve que la Puissance publique est bien sensible à ce thème, mais d'autant plus lourde que chaque ministère se sent investi de pouvoirs suffisants pour parler et agir au nom du développement durable.
- 54 Si, de ce fait, au niveau local, le maire est interpellé, c'est le Préfet, représentant du chef de l'Etat et du gouvernement qui a toutes les prérogatives en la matière dans son ressort territorial et peut intervenir par l'entremise des services compétents. La loi du 5 novembre 1974, concernant l'organisation communale, reconnaît cependant que ce pouvoir de police est partagé entre les autorités municipales et certaines autorités administratives compétentes. Mais le foisonnement des centres de décision et la non-maîtrise de l'objet auquel se rapportent les missions, risquent d'aggraver la confusion et de rendre du même coup plus difficile la maîtrise de l'environnement.

Des lois et des décrets

- 55 Lois et décrets concernant l'environnement ne manquent pas au Cameroun. Certains textes, sans y être spécifiquement consacrés en font implicitement état. Ceux traitant par contre entièrement du thème sont de 1994, année où se sont tenues, dans toutes les provinces, des "Réunions de concertation et Séminaires régionaux sur l'environnement" à l'initiative du Ministère de l'Environnement et des Forêts (MINEF), avec la collaboration du PNUD, de la Coopération Allemande (GTZ) et de la Banque Mondiale. Les résultats en ont été consignés dans des documents intitulés "*Planification régionale par objectif sur l'environnement*", qui ont été largement diffusés dans les administrations de l'Etat.
- 56 La loi du 5 août 1996, est la loi-cadre régissant, au Cameroun, la gestion de l'environnement. Elle reprend les résolutions du "Sommet de la Planète Terre" de 1992 en les adaptant au contexte local. Elle stipule notamment :
- 57 -dans son article 34, alinéas 1 et 2 : "L'administration chargée des domaines peut accorder, sur demande, une occupation du domaine public. L'occupation effectuée en vertu de cette autorisation ne doit entraver ni le libre accès au domaine public maritime et fluvial, ni la libre circulation sur la grève, ni être source d'érosion ou de dégradation du site.
- 58 Seules sont autorisées sur le domaine public maritime et fluvial, à titre d'occupation temporaire, les installations légères et démontables à l'exclusion de toute construction en dur ou à usage d'habitation".
- 59 -Et dans son article 35 : "Il est délimité le long des côtes maritimes, des berges fluviales et lacustres une zone non aedificandi dont le régime est fixé par la législation domaniale".

- 60 Les écosystèmes côtiers (dont la mangrove) ne sont par contre évoqués dans ce texte que de façon évasive, dans l'article 94 du titre VIII. Mais de façon générale, ce texte balise la voie pour les arrêtés d'application qui devraient suivre.
- 61 Ces deux articles présentent cependant des ambiguïtés sémantiques qui pourraient expliquer les conflits de compétence apparus çà et là en même temps que le "dépeçage" en cours du littoral. On ne sait pas en effet quelles administrations sont en charge de ces problèmes et on constate que le domaine public maritime et l'emprise marine, le tout et la partie, non clairement définis, sont parfois considérés comme de simples synonymes. Les autorités, à Kribi, avancent indifféremment les chiffres de 100 m pour le premier et hésitent entre 50 et 100 m pour le second. La bande protégée de 3 m de large constituant le "sentier du douanier" même si elle est difficile à matérialiser, y est totalement inconnue. Le problème d'accessibilité paraît si normal et sans ambiguïté qu'il n'est même pas évoqué ; et pourtant vu la privatisation en cours, il est certainement urgent de le poser. En Martinique, on connaît la bande côtière des "50 pas géométriques" (81,2 m) comptés à partir de la limite haute du rivage. Au Cameroun, rien n'est encore clair et ce flou réglementaire augmente les risques d'abus et justifie les inquiétudes exprimées ci-dessus.

De l'usage des pouvoirs de police conférés aux élus et aux responsables de la gestion de l'environnement littoral

- 62 En l'absence des textes, c'est à travers le Plan d'Occupation des Sols que les maires et autres responsables devraient gérer l'environnement. Mais il arrive en fait qu'on l'oublie royalement quand il gêne, ou qu'à l'inverse on s'en serve pour des raisons inavouées.
- 63 Il existe, à Kribi, un Plan d'Occupation des Sols (POS) qui vient d'ailleurs d'être actualisé. Conçu par des spécialistes, il prévoit tout, sauf une étude d'impact des équipements sur l'environnement : espaces verts, zones protégées, etc. et les fameuses zones déclarées non aedificandi dont fait partie le littoral en dépit des empiètements signalés plus haut. Mais à Kribi sa gestion se fait en réalité selon les individus concernés et les intérêts du moment, en conformité avec le POS ou à son encontre. Municipalité et Administration déclarent à qui veut les entendre travailler en étroite coopération. Néanmoins, au fil des entretiens on découvre que tout ne va pas pour le mieux.
- 64 Ainsi la Municipalité se plaint de ce que la décentralisation, largement annoncée et médiatisée n'est en fait qu'un trompe-l'oeil, puisque tout se décide dans la capitale. Jusqu'à une date récente, elle déplorait aussi la trop grande ingérence de la Préfecture dans la gestion foncière et donc, souvent, sa marginalisation. Les services compétents avouent d'ailleurs n'avoir ni les moyens financiers ni le pouvoir d'exécuter leurs missions et de n'être finalement que de simples exécutants puisqu'ordres et contre-ordres, arrivant directement de Yaoundé ou via l'autorité préfectorale, viennent influencer souvent leurs décisions. Les exemples de dysfonctionnement sont légion. Ainsi, par exemple, par un arrêté du 6 mai 1997, le Maire de Kribi a interdit "toute construction le long de la bande côtière", en parfaite conformité avec le POS. Mais cette décision n'a été en fait prise, au nom de la protection de l'environnement, que pour résoudre un problème particulier. Il fallait en effet contrecarrer les manœuvres d'un usager, militant de l'opposition, qui, court-circuitant la Municipalité, s'était fait octroyer par le Ministère de l'Urbanisme, non seulement une parcelle du domaine maritime, mais également un permis de construire. L'arrêté fut ensuite mis en veilleuse une fois le but atteint.

Un problème de rapport de forces

- 65 Dans le contexte actuel de pauvreté généralisée pour les uns et d'un souci d'accumulation de richesses pour les autres, et vu la façon dont est gérée la chose publique, la mise en application des mesures prises en vue de la protection de l'environnement lors de la réalisation de projets d'aménagement, est problématique. Du coup la mission de l' élu est compromise. Son efficacité dépend de son envergure politique et de son caractère face à tous les autres prétendants à la gestion du domaine urbain en général, et du littoral en particulier. Il ne peut, disait J. Lozac'h, "assurer pleinement sa mission que s'il est rigoureux dans ses choix de décision tout en étant ouvert au dialogue. Compréhension sans compromission, telle doit être sa devise". Or le déséquilibre du rapport des forces est en fait souvent tel qu'ils n'ont plus qu'à se soumettre ou à se démettre. Or, sous les Tropiques on se soumet toujours, on se démet rarement, et les élus locaux, comme le préfet lui-même, sont contraints de prendre finalement des décisions ruineuses pour l'environnement soit afin de sauvegarder la paix "romaine", soit pour résoudre des problèmes étrangers à leurs missions ou aux préoccupations environnementales. Pourquoi alors, dans ces conditions, servir les autres sans songer à se servir soi-même ? Telle est l'autre logique qui vient alourdir la menace qui pèse sur les écosystèmes tropicaux.
- 66 Le bras de fer évoqué plus haut entre le Maire et le ministre de l'Urbanisme dont le Maire a pu sortir vainqueur, est évidemment assez exceptionnel, mais il est significatif. Il montre au moins que l' élu peut protéger l'environnement s'il en a véritablement la volonté. Mais le plus souvent, c'est lui ou le Préfet qui doit plier l'échine. Il découle donc de nos investigations que le domaine public maritime souffre de deux pratiques :
- 67 - des pressions de toutes sortes venant de la hiérarchie ou des groupes de pression qui, comme le dit Hughes de Jouvenel (1997), "*s'ingénient à entretenir une soigneuse confusion entre leurs intérêts particuliers et l'intérêt général*".
- 68 - du clientélisme et du parrainage qui font des décideurs des protégés des "grands" à qui l'on ne refuse rien (pour diverses raisons) ou bien, sous la protection desquels on fait tout ce que l'on veut. Souvent les décideurs se montrent généreux, prompts à partager afin de pouvoir contourner allègrement et impunément la réglementation ou pour se faire simplement des appuis politiques.
- 69 Le respect, ou non, des principes élémentaires de la conservation de l'environnement relève donc finalement du rapport de forces existant entre les investisseurs, souvent plus puissants que la loi, et ceux qui sont chargés de l'appliquer ; du degré de cupidité ou du sens élevé que les décideurs ont de la chose publique. L'équation personnelle de l' élu peut lui donner la capacité de résister aux pressions et aux tentations.
- 70 L'actuel maire de Kribi, par les fonctions qu'il a occupé dans la haute administration de l'Etat, par les initiatives courageuses qu'il a été amené à prendre et par son projet en matière de conservation du littoral, nous semble en tout cas doté de la personnalité qui fait défaut à bien des maires camerounais. L'une de ses missions est maintenant de mettre fin à la mésentente qui prévaut entre le Ministère de l'Urbanisme et la Mairie, une situation dans laquelle chacun finissait par agir comme si les autres n'existaient pas. Il veut assumer pleinement sa fonction de premier magistrat de Kribi. Il s'est notamment insurgé, nous a-t-on dit, contre les agressions répétées à l'emprise maritime en faisant suspendre notamment tous les travaux de construction en cours, et a poliment invité le

ministre de l'Urbanisme à cesser d'attribuer des terrains en bordure de mer à ceux qui en feraient la demande. Il reste à savoir s'il s'agit là de la réaction d'un individu isolé ou bien si cette attitude traduit une prise de conscience plus large des élus ? Si notre homme réussit à mettre de l'ordre dans la filière et sur le terrain, il serait bien possible que son attitude soit de nature à lui valoir un certain nombre d'imitateurs. Dans le cas contraire, il est alors bien probable qu'il nous faudra dire adieu à l'environnement.

Calcul politique ou priorité au développement ? Logique des populations, logique des élus locaux

- 71 La question de fond que le Camerounais oppose à la demande de protection de l'environnement est finalement de savoir où est exactement l'urgence ? Faut-il en effet donner la priorité à la croissance économique et au développement, ou bien à la protection des badamiers, des cocotiers et du sable de plage que la mer apporte en quantité ? La population a en effet bien du mal à comprendre qu'on puisse l'empêcher de disposer pleinement de ce qu'elle estime lui appartenir.
- 72 Le problème de la destruction de la forêt camerounaise a été naguère débattu à l'Assemblée Nationale mais on s'aperçoit, à l'analyse, que le souci de protection de l'environnement n'était qu'un prétexte. Pour les "honorables députés", il s'agissait bien plus en fait de déplorer les faibles rentrées monétaires résultant, pour le Trésor, de sa dévastation que d'exiger une exploitation plus raisonnée et responsable de celle-ci. Ils réclamaient en quelque sorte un partage plus équitable de la manne forestière. Lors des concertations engagées entre les opérateurs de l'oléoduc Tchad-Cameroun et les populations riveraines, il est apparu assez clairement que la préoccupation des paysans était plus d'obtenir les indemnités les plus avantageuses par pied de palmier détruit que de se questionner sur les risques courus et les mesures à prendre pour les atténuer ou les éviter.
- 73 Le choix de Kribi pour point terminal de l'oléoduc, qui aurait été sous d'autres cieux considéré comme une catastrophe mobilisant aussitôt organisations de défense de l'environnement et partis écologiques, n'a pas eu ici les mêmes effets. Sous les Tropiques, au contraire, les responsables se sont félicités de cette initiative, ont envoyé aussitôt des motions d'encouragement à qui de droit et inscrit cette initiative à leur palmarès, tandis que les citoyens se réjouissaient des créations d'emplois en perspective et des moyens financiers dont ils pourraient disposer pour lancer dans ces conditions, des programmes d'embellissement urbains. Peu importe en fait de savoir que les emplois envisagés ne seraient sans doute que des tâches de manœuvre, d'ailleurs confiés à des immigrés (tchadiens, centrafricains ou autres), de veilleurs de nuit sous-rémunérés ou de simples gardiens de villa pour les propriétaires absents une bonne partie de l'année, car l'intérêt des populations se concentre surtout sur le court terme.
- 74 Conscients de la précarité de leur fonction, les élus locaux ne peuvent donc que s'aligner finalement sur l'attitude de leurs mandants et il est normal dans ce contexte que les problèmes de l'environnement ne soient pas au centre de leurs préoccupations. Soucieux de leur réélection, il est assez tentant d'éviter pour eux les décisions contraignantes ou les interdictions impopulaires pour se porter plutôt vers des projets de développement porteurs, aux effets rapidement appréciables, quels que puissent être dans le long terme les implications de ces initiatives notamment sur l'environnement. Si l'on s'en tient donc aux seuls intérêts basement égoïstes des élus et des populations locales, il paraît donc

assez évident que la protection de l'environnement n'est pas un enjeu primordial. Une pièce manquante.

- 75 Les organisations et les associations citoyennes de défense de l'environnement, les organisations pour la défense des intérêts de la nature dotées d'une personnalité juridique et d'un programme d'action clair sont rares, voire inexistantes au Cameroun. Associations et Organisations Non Gouvernementales (ONG) manquent en fait de moyens financiers et leur marge de manœuvre est réduite, faute d'armes efficaces, puisqu'elles ne peuvent se constituer partie civile devant les institutions judiciaires, ne sont pas ou peu intégrées aux instances consultatives, encore moins délibératives, et n'ont pas accès aux documents administratifs (X. Braud, 1998). Seul leur reste en fait la possibilité de manifester sur le terrain et elles ne s'en privent pas.
- 76 Dans l'état actuel des choses, associations et ONG fonctionnent donc essentiellement comme des prestataires de services et des bureaux d'étude. Mais il est pourtant pour elles des moyens de contourner les obstacles. Ainsi certaines associations travaillent sous la bannière étrangère comme c'est par exemple le cas de l'Association d'intérêt suisse. Toutefois rien n'est pour autant gagné, car leur agrément peut leur être à tout moment retiré si les Pouvoirs publics le jugent nécessaire : elles ne sont tolérées, voire encouragées, que si elle obéissent à la logique des autorités responsables, ce qui n'est pas nécessairement la meilleure façon de défendre l'environnement.
- 77 On peut cependant se demander si, dès qu'elles seront bien structurées et régies par des textes conformes à leurs objectifs, elles auront assez de charisme pour vaincre les pesanteurs de l'incivisme et se montrer capables de gérer les contradictions de l'Etat. Les vents, à notre avis, ne leur sont pas favorables parce que les citoyens ne sont pas encore prêts à se mobiliser pour soutenir des actions en faveur de l'environnement. Il faudrait d'abord, et ce devrait être la première tâche des associations, développer une action sérieuse de sensibilisation, ce qui devrait être pour elles d'autant plus facile à mener qu'elles ne gênent encore personne.
- 78 Au stade actuel donc, à des degrés divers, les deux vrais acteurs de la protection de la nature sont absents : la population elle-même et les organisations *ad hoc* de défense. La première par manque d'éducation environnementale ; les secondes faute d'une mobilisation publique et d'audience auprès des organismes d'Etat et des collectivités territoriales avec lesquels, quand elles font leur travail, leurs rapports restent conflictuels. Souvent, elles sont créées et financées par des promoteurs désireux de valider des projets, suicidaires pour l'environnement, quand ils mesurent l'ampleur des difficultés à vaincre. S'il n'existe pas pour le moment une organisation pour la défense des côtes camerounaises, c'est peut-être parce que ce thème, pourtant sensible, est encore moins porteur que celui de la forêt.
- 79 La question foncière et la dégradation de l'environnement sont des préoccupations mondiales. Partout où s'exerce une pression démographique suffisante, la bande côtière est menacée. Investisseurs privés et hauts cadres de l'administration d'une part, paysannerie pauvre, petits fonctionnaires sous-payés et débrouillards sans emploi de l'autre, sur-occupent une bande littorale très étroite, avec pour objectif de trouver, chacun pour soi, les conditions optimales de son développement. Entre les deux, les municipalités et les services compétents montrent leurs limites, leur complaisance et un laxisme complice ou simplement leur incapacité à gérer cet espace dont ils ont pourtant constaté la fragilité et décrété le caractère inconstructible.

- 80 Azzouz Kerdoum (2000) insiste sur l'importance de la législation dans les actions menées en faveur de la protection de l'environnement ou du développement durable. Mais l'importance des enjeux invite aussi à inscrire la pratique environnementale dans nos actions quotidiennes plutôt que de n'en faire qu'un sujet de contraintes. Les organisations de protection de l'environnement dont le nombre se développe timidement ne bénéficient pas d'un cadre adéquat qui les libère et leur permette de jouer vraiment leur rôle de garant de l'intégrité de celui-ci. Seules des ONG et des associations responsables peuvent empêcher, avec le soutien des juges, les investisseurs véreux et l'Etat lui-même d'être tenté de contourner la loi. Or pour le moment, elles doivent se contenter de suivre les orientations fixées par la Puissance publique et de tenter, effort louable, de faire l'éducation de la population sans pouvoir encore jouer le rôle, qui devrait être le leur, de véritables défenseurs de l'environnement.
- 81 L'Etat est donc actuellement juge et partie, avec tous les risques que cela implique et n'a, face à lui, aucun contre-pouvoir, ce qui explique en partie au moins la situation qui prévaut sur le littoral de Kribi comme dans la mangrove proche de Douala ou à Tiko. Il faut donc maintenant redéfinir clairement le statut de la bande côtière. Tant qu'il subsistera, en effet, le moindre doute sur l'objectivité de l'autorité responsable de sa gestion, les pêcheurs en eaux troubles pourront évoluer aisément. Or cette nécessaire clarification passe par le retrait de toute liberté d'initiative aux riverains. Devenu seul responsable, l'Etat devra alors gérer de façon plus transparente ce patrimoine commun.
- 82 Une première orientation devrait être pour la Puissance publique de tenter de faire bouger les mentalités en œuvrant dans le sens d'une réduction des iniquités sociales et de la pauvreté, deux lignes d'action que semblent esquisser le Plan de bonne gouvernance en vue d'une meilleure transparence dans la gestion de ses propres affaires, et son projet de réduction de la pauvreté, sans que soient pour autant supprimés tous les risques. Car si l'on peut espérer limiter d'une part le nombre des vendeurs et l'activité des intermédiaires, il n'est pas dit que puisse, dans le même temps, diminuer le nombre des personnes soucieuses d'ouvrir leur propriété sur la mer. Cela ne devrait donc pas suffire si l'on songe que l'espoir le plus optimiste de voir la pauvreté réduite de 50 % en 2015 risque bien d'être déçu si la population du pays continue à croître au rythme actuel de 2,9 % l'an.
- 83 D'autres orientations pourraient nous être suggérées par l'exemple de pays développés où la question semble résolue ou en voie de l'être, bien que les problèmes n'y aient pas la même échelle ni la même acuité. Le problème du littoral kribien est celui du développement local même s'il peut, à terme, imposer des initiatives en matière d'aménagement du territoire dans la mesure où la concentration côtière des équipements touristiques au détriment de l'intérieur contribuera à aggraver sans doute son dépeuplement. Déjà, en effet, la Délégation Provinciale du Tourisme est localisée à Kribi et non à Ebolowa, capitale de la province.
- 84 Les carences de l'Etat et de ses services sont en tout cas maintenant prouvées. Il ne peut pas, dans l'intérêt de notre environnement, continuer à être à la fois arbitre et partie prenante. Décentraliser les pouvoirs de contrôle est donc une nécessité, moins pour confier l'essentiel du pouvoir aux municipalités qui ont ici montré leurs limites, que pour donner plus de place aux groupes et associations de défense de l'environnement, aux groupements professionnels, à des missions d'étude et d'aménagement qui pourraient jouer ainsi un rôle de prévention. Un peu partout dans le monde des politiques ont été imaginées en vue de protéger, avant qu'il ne soit trop tard, le littoral des excès privés.

C'est le rôle, au Royaume-Uni, du *National Trust*. Ailleurs, aux Etats-Unis, en France, des efforts analogues ont été faits pour développer un contrôle foncier des espaces côtiers. En France, les plans spécifiques d'occupation du littoral sont coordonnés par les communes et les experts écologistes sont consultés pour leur élaboration.

- 85 Au Cameroun, la sauvegarde de nos écosystèmes, notamment côtiers, ne sera sans doute réellement possible que si l'on peut un jour parvenir à réduire les inégalités sociales, donc la pauvreté, une question qui a certainement soulevé à ce jour plus de questions qu'elle n'a obtenu de réponses ; et à développer le sens civique de nos concitoyens, une tâche d'autant plus difficile et longue qu'elle devra s'attaquer aux mentalités les mieux ancrées. Pour l'immédiat, on ne peut pas encore apprécier avec exactitude les effets que la dégradation de la bande côtière pourront avoir sur le climat local si ce n'est déjà une sensation plus marquée de chaleur étouffante. Les embruns salés auxquels les riverains attribuent la pauvreté des sols ou la difficulté de mener à bien certaines cultures comme celle du bananier plantain, devraient sans doute avoir encore un rôle plus important. Plus évidents sont les effets de la modification du régime hydrique et une certaine exacerbation de l'érosion rendue sans doute plus efficace par l'action destructrice des hommes, qu'elle manifeste leur ignorance des lois de l'environnement ou les abus de l'affairisme.
- 86 Ainsi, sous nos latitudes, développement et environnement resteront sans doute longtemps encore conflictuels, mais la pire des attitudes serait sans doute de baisser les bras, de désespérer de pouvoir un jour amener les hommes à une attitude plus responsable. La tâche sera rude et difficile mais l'avenir de la planète Terre vaut sans doute qu'on s'y attache dès maintenant avec énergie et obstination.
- 87 Il n'est pas, dit-on, nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer !

BIBLIOGRAPHIE

Bourgoin-Bareilles A., 1998 - Guide de l'environnement à l'usage des citoyens et des collectivités territoriales. CNFPT éditions Frison-Roche, Paris.

Cameroun. Journal Officiel :

-Loi n° 74/23 du 5/12/1974 portant organisation communale ;

-Loi n° 95/531 du 23/08/1995 fixant les modalités d'application du régime des forêts ;

-Décret n° 94/12 du 5/08/1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement.

Jouvenel H. de, 1997 - Long terme et démocratie. Futuribles, analyse et prospective, n° 224, octobre.

Gamblin A. et ali., 1998 - Les littoraux, espaces de vie. SEDES, Paris, (Dossiers des Images Economiques du monde).

- Kuete M., 2000 - Les aspects physiques de l'environnement d'une bordure de socle tropical au fond du golfe de Guinée. Presses Universitaires de Yaoundé, Yaoundé, octobre.
- Le Louarn P., 1998 - Décision locale et droit de l'environnement. Etudes comparées des cas bretons et martiniquais. Presses Universitaires de Rennes, Rennes. (Coll. "des sociétés").
- Nonn H., 1974 - Géographie des littoraux. PUF, Paris.
- Sadig Resheed, 1995 - Le défi du développement durable en Afrique : au-delà des années 1990. Environnement africain, Enda, Dakar, n° 37-38, Vol. X (1-2).
- Olivry J.-C., 1997 - Transports solides en suspension au Cameroun. In : Symposium de Paris. AIHS, n° 122, 1977, p. 134-141.
- Olivry J.-C., 1986 - Fleuves et rivières du Cameroun. Monographie Hydrologie, ORSTOM, n° 9.
- Pourtier R., 1991 - Crise de l'Etat et crise urbaine. In : Urbanisation et développement dans les pays tropicaux. CEGET, Bordeaux, pp. 3-16 (Espaces tropicaux, n°4)
- Veyret Y., 1998 - L'érosion entre nature et société. SEDES, Paris (Dossier de Images Economiques du Monde)
- Wackermann G., 1998 - Façades maritimes en mutation : une géographie socio-économique. Ellipses, Paris.

RÉSUMÉS

Générée par la vague touristique, la ville de Kribi (Cameroun) montre une frénésie de développement peu soucieuse apparemment des prescriptions d'un "développement durable". Ainsi depuis une vingtaine d'années, l'attrait des citadins pour le front de mer et la propension des autochtones à se considérer comme les légitimes propriétaires de la bande côtière et à vendre ces terres, pourtant déclarées non aedificandi, font que l'espace littoral est entré ici dans un cycle de construction-destruction. Les écosystèmes côtiers se trouvent gravement menacés et bouleversée l'hydrodynamique du littoral. Réfléchissant sur les perspectives de développement d'un littoral en mutation rapide, l'auteur expose sa vision critique du problème et formule quelques suggestions pour l'avenir.

Development Versus Environment in the Tropics : the Example of the Coastline in the Region of Kribi, Cameroun - Rarely have concepts known as much popularity and destinies as contradictory as those of "development", "environment" and their derivatives : "lasting development", "sustainable", "in the long run", etc. Rarely have practices been the subject of so much interest and publicity, mobilized as many actors of all types, in tax offices and in centers of interest of every imaginable sort. In this kind of Capharnaum, each person plays the musical score that pleases him or her most. Worldwide, there are great differences of point of view between the rich countries and the poor countries. But in the hinterland of every country, especially in those where development has started, the thinking is even more varied among the social levels concerned; yet they all converge towards the same aspiration of a lasting development. Each one has its own conception of development and attempts to perfect strategies that will lead to it. Caught up in the growth created by the boom in the tourist trade, the town of Kribi, Cameroun, presents a very clear example of a community where the ideal of lasting development is a goal to attain, and by using all the means at its disposal. This development frenzy aims at various objectives that, in the long run, are in contradiction with those formulated by theoreticians of "lasting development", in spite of reglementary rule and the goodwill of the public authorities. In this context, development ends by suffocating the environmental practices. The two concepts

collide in a conflict sustained by egotisms and the approximative understanding of those responsible for the daily management of the environment, and for whom the concern expressed becomes but a way of obtaining the financial means for the development.

For the past twenty years, following a mad race by the well-off classes for the conquest of the shoreline, following also the sale of land declared non aedificandi by the local people claiming that it is they who are the legitimate owners, the coastline space has entered into the cycles of construction-destruction, with nefarious effects for the careless investors. Beyond the losses recorded, the effect of the invasion upon the ocean front is the destruction pure and simple of coastal ecosystems and the modification of the hydrodynamics of the coast line.

INDEX

Mots-clés : développement durable, acteurs du développement, protection de l'environnement, enjeux fonciers, mentalité, inégalité, littoral, Cameroun, Kribi région

AUTEURS

MARTIN KUÉTÉ

Professeur, Université de Dschang

THÉOPHILE ASSONGMO

Assistant, Université de Dschang